



COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'attention de: la rédaction sociale et économique

Date: 19-01-12

Le Non Marchand se mobilise contre l'austérité

Les militants de l'Aide Sociale défendent des services sociaux de qualité

Ce vendredi 20 novembre, les militants CNE de l'Aide Sociale (AWIPH, Aide à la Jeunesse, Adultes en difficulté) interpellent les représentants PS de Mons-Borinage, à 11h, au siège de la Fédération (RUE DE DINANT, 25 à 7000 MONS).

Ils mettront en évidence les conséquences catastrophiques des mesures gouvernementales pour les travailleurs du secteur et pour le secteur lui-même.

**VOULONS-NOUS DES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN BURNOUT ?
NON !!**

Pour tous renseignements supplémentaires : Stéphanie PAERMENTIER 0473/403174



Pourquoi la CNE Non Marchand appelle-t-elle à la grève générale ?

1. De façon générale

- **Les mesures prises sont injustes.** Elles ne sont pas équilibrées.
80 % de l'effort budgétaire repose sur les travailleurs !
- **Les mesures prises sont inefficaces, voire contre-productives.**
Même les agences de notation ont enfin compris que la rigueur entraîne la chute de la croissance et le ralentissement de l'économie, avec perte d'emplois et chute du pouvoir d'achat !!
- **L'Europe et le gouvernement annoncent de nouvelles mesures en février et en juin.**
Il n'est pas question de laisser le gouvernement rejouer le même tour aux travailleurs.

2. Et le Non Marchand dans tout ça ?

Sans parler des mesures touchant fortement les jeunes, les chômeurs, ...

Les secteurs Non Marchand sont particulièrement touchés.

Soit par des mesures qui concernent tous les travailleurs,
soit par des mesures spécifiques :

- Les mesures touchant à la **fin de carrière** sont une catastrophe pour des milliers de membres du personnel du Non Marchand.
Prépension, Interruption de carrière, Plan Tandem, ... Autant de dispositifs fragilisés. Mais aussi avec des conséquences très négatives sur les pensions (les assimilations limitées).
- Le Non Marchand est exclu de la définition des **métiers lourds**.
- La **réduction de la norme de croissance** dans le secteur des soins de santé va entraîner des restructurations dans les institutions de soins, avec perte d'emplois (labos, radios, ...). Mais surtout une détérioration des conditions de travail pour tous (et de la qualité des soins).
Prenons l'absence d'indexation en Soins à Domicile: en 2 ans le financement a diminué de 7% dans les faits !
- Le **transfert de secteurs** vers les Communautés et Régions, sans les budgets suffisants à moyen et long terme, est une bombe à retardement.
Le secteur des Maisons de Repos et de la Santé mentale passeront à la Communauté française. Cela signifie que, dans 10 ans, les entités devront trouver près d'un milliard d'euros pour couvrir les nouveaux besoins. Impossible ! Cela signifie des mesures budgétaires (emploi, soins, qualité des services, ...) dans le secteur mais aussi dans les autres secteurs financés par ces entités (Aide aux Familles, Aide à la Jeunesse, Aide aux Handicapés, Aide à l'Enfance, Socioculturel, ...)
- Les mesures de restriction causent une **absence d'accord social pour le Non Marchand**. La seule possibilité serait au niveau fédéral. Mais là, on nous impose des emplois alors que les précédents, de 2005, n'ont toujours pas été réalisés !

Bref, il faut donner un signal fort au gouvernement.

Nous voulons :

Une politique de relance

Des mesures sociales : que chacun contribue selon ses capacités !

Des emplois de qualité, pour des services de qualité

AVEC LA CNE NON MARCHAND, UN (AUTRE) AVENIR EST POSSIBLE !!